

Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

Réponse au questionnaire 1

ID de la réponse	
72	
Date de soumission	
2019-09-13 12:12:30	
Dernière page	
2	
Langue de départ	
de	
Tête de série	
1714292435	
Date de lancement	
2019-09-13 11:27:10	
Date de la dernière action	
2019-09-13 12:12:30	

Adresse

Nom de l'organisme	
Gemeinde Eisten	
Personne de contact	
Andenmatten Urban	
Téléphone	
027 952 11 44	
Date	
2019-09-13 00:00:00	

Questions

1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?	
Plutôt oui	
1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ? [Commentaire]	
Hinweis: Personen, die keine Leistungen mehr erhalten, sollten nicht mehr als Sozialhilfeempfänger bezeichnet werden.	

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?
Plutôt non
2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ? [Commentaire]
Art 11 Abs. 3: Die Gemeinden sind Eigner des SMZ. Dieser Artikel berücksichtigt dies jedoch nicht. Richtig für die Gemeinde wäre, dass das Departement Anpassungen der Organisation eines SMZ vorschlagen kann.
3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?
Plutôt non
3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ? [Commentaire]
Art. 16 Abs. 2 kann seitens der Gemeinde gelöscht werden. Da auf jeden Fall die Gemeinde des Unterstützungswohnsitzes verantwortlich für die Sozialhilfe ist.
4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?
Plutôt non
4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ? [Commentaire]
Art. 18 regelt zu wenig detailliert die Abläufe und die Möglichkeiten. Hier bevorzugt die Gemeinde die Einbindung der Aufzählungen im alten Gesetz Art. 11
Art. 20: Interessenkonflikte des Vertrauensarztes mit derselben Funktion für Sozialversicherungen müssen ausgeschlossen werden. Medizinische Begutachtung durch den Vertrauensarzt muss unabhängig vom Arzt der IV Stelle geschehen, um Unvoreingenommenheit zu gewährleisten.
5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ?
Oui
5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ? [Commentaire]
6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?
Non
6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ? [Commentaire]
Art. 26 und 27: Grundsätzlich ist die Gemeinde einverstanden, dass die Massnahmen zur beruflichen und sozialen Eingliederung gestärkt werden. Die Entscheidungsbefugnis darf jedoch nicht an den Kanton übertragen werden. Die zunehmende Verlagerung von Kompetenzen von den Gemeinden hin zum Kanton ist nicht optimal. Den kantonalen Instanzen fehlen die Kenntnisse der Gemeinden, welche bislang die diversen Eingliederungsmassnahmen angemessen und korrekt durchgeführt haben. Gemäss Gemeinde ist es in Ordnung, wenn der Kanton einen Vorschlag zuhanden der Gemeinden unterbreitet, diese jedoch selber entscheiden können. Die Entscheidung muss den Gemeinden überlassen werden.
7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?
Oui
7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ? [Commentaire]
8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ?
Oui

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ? [Commentaire]
9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ? Plutôt oui
9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ? [Commentaire]
Art. 55 Abs. 3 lit. a und b: Hier sollte angefügt werden, dass die Kinder und Jugendlichen Rückerstattungen leisten müssen, falls diese eine Erbschaft antreten.
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ? Non
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ? [Commentaire]
Art 56 Es besteht keinen Grund, die Verjährungsfrist von 20 Jahren auf 10 Jahre zu kürzen. Gemäss Schreiben soll diese dem ZGB angepasst werden, was die Gemeinde nicht befürwortet. Eine Verjährungsfrist von 20 Jahren ist nach wie vor in Ordnung und gibt den Gemeinden eine Möglichkeit, auch bei jungen Erwachsenen, bei welchen die Sozialhilfe früh angewandt wurde, die Gelder zurückzufordern.
Art. 58 Abs. 5 hier fehlt der Zusatz, "oder wenn der Sozialempfänger zu neuem Vermögen kommt".
Art. 60 Abs 4: die Verjährung macht dort keinen Sinn. (streichen)
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ? Oui
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ? [Commentaire]
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ? Oui
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ? [Commentaire]
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ? Oui
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ? [Commentaire]
Es stellt sich die Frage, ob die Klägerparteien so aufgeführt werden müssen oder ob es auch die Gemeinden sein können?
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ? Oui
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ? [Commentaire]
15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ? Non

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ?
[Commentaire]

Art 80 Abs 3: Die Gemeinde ist nicht einverstanden, dass detaillierte Daten in einem Gesetz niedergeschrieben werden. Sie schlägt vor, dort eine Frist von zum Beispiel zwei Monaten zu sprechen.

Art. 80 Abs 4: Die Gemeinde ist sich der Verantwortung bewusst. Eine solche Strafe hier einzuführen, findet sie jedoch als unangemessen.

Art. 81 "Der Staat übernimmt einen Teil des Überschusses der anerkannten Betriebskosten..." ist ungenau. Das Verhältnis der Lastenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden von 70 % und 30 % muss, wie im bisherigen Gesetz beschrieben werden. Ansonsten besteht die Gefahr, Kosten als nicht anerkannte Kosten auf die Gemeinden abzuwälzen.

16. Autres observations, remarques ou propositions :

Wir danken für die geleistete Arbeit und die Berücksichtigung der Stellungnahme.